

**Bij dit formulier te voegen bijlagen:**

- Afschrift van de identiteitskaart van de uitbater / afschrift van de statuten van de rechtspersoon en van de identiteitskaart van de personen belast met het dagelijkse beheer
- Uittreksel uit het strafregister (model 3) dat hoogstens drie maanden oud is
- Stukken aan de hand waarvan de solvabiliteit bewezen kan worden :
  - Afschrift van de factuur van de aankoop van de voertuigen of het bewijs van de naleving van de betalingstermijnen in het kader van de overeenkomsten inzake verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurverkoop.  
(indien u nog niet over de voertuigen beschikt, een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toekomstige eigendom of van de naleving van de betalingstermijnen)
  - een attest dat uitgaat van hetzij de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen, hetzij het RSZ conform het attest afgeleverd overeenkomstig artikel 90, §3 en §4 van het KB van 08 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en waaruit blijkt dat u in orde bent met de sociale bijdragen  
(indien u voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toetreding en van de regelmatige stortingen aan de instelling in geval van toekenning van vergunning).
- Afschrift van het attest aan de hand waarvan uw beroepskwalificatie bevestigd wordt
- De volgende documenten betreffende het (de) voertuig(en) te gebruiken in het kader van een collectieve taxidienst:
  - afschrift van het registratienummer
  - afschrift van het keuringsbewijs bij de technische controle
  - afschrift van het verzekeringsattest voor het bezoldigd vervoer van personen en van de geldige groene kaarten

Indien u nog niet in het bezit van de voertuigen bent, dan beschikt u over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van aflevering van de vergunning, om die documenten over te maken; zoniet zal de vergunning automatisch vervallen.

**De effectieve ingebruikneming van de voertuigen in het kader van de dienst wordt pas toegelaten na aflevering van een attest aan de hand waarvan de overlegging van de gelijkvormige documenten en van het cirkelvormige identificatievignet bevestigd wordt.**

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3138

[C - 2009/27166]

**3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis,  
location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur,  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mai 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 31 mars 2009;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'Etat le 30 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

I. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

- 2° « arrêté » : arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant application du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;
- 3° « Région » : la Région wallonne;
- 4° « services du Gouvernement » : la direction du Service public de Wallonie ayant le transport des personnes dans ses attributions;
- 5° « Collège » : Le collège communal de la commune où l'exploitant exploite son service de taxis;
- 6° « exploitant » : toute personne physique ou morale qui exploite un service de taxis, un service de location de voiture avec chauffeurs ou un service de taxis collectifs au sens de l'article 1<sup>er</sup> du décret.

## II. — Perception de taxes

**Art. 2.** La commune peut percevoir une taxe annuelle d'un montant maximum de 600 euros pour chaque véhicule autorisé par son Collège dans le cadre d'une exploitation d'un service de taxis dans le respect des conditions fixées à l'article 16 du décret.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement perçoivent une taxe annuelle pour chaque véhicule autorisé par le Gouvernement dans le cadre d'une exploitation d'un service de location de voiture avec chauffeur ou d'un service de taxis collectifs dans le respect des conditions fixées à l'article 28 du décret.

§ 2. Le montant annuel de la taxe est fixé à 250 euros par véhicule autorisé.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La taxe visée à l'article 3 du présent arrêté est perçue par voie de rôle.

§ 2. Les rôles sont rendus exécutoires par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement.

L'avertissement extrait de rôle mentionne les éléments suivants :

- 1° les coordonnées du service;
- 2° le nom, prénoms et adresse du redevable de la taxe;
- 3° une référence au présent arrêté;
- 4° le montant dû;
- 5° la période imposable pour laquelle la redevance est due;
- 6° la désignation du véhicule;
- 7° le n° de compte bancaire sur lequel la taxe doit être payée;
- 8° la date extrême de paiement;

L'avertissement est notifié au redevable chaque année dans les trois mois à dater de la date de l'exécutoire ou pour la première fois, lors de la délivrance de l'autorisation.

§ 3. La taxe doit être payée au moins dans les deux mois suivant l'envoi de l'avertissement extrait de rôle

Pour ce paiement, le redevable de la taxe est tenu d'utiliser les formules de virement qui lui sont procurées par les services du Gouvernement soit, à défaut d'une telle utilisation, de mentionner la communication structurée que lui a notifiée le service.

§ 4. En cas de non paiement dans le délai fixé au § 3, un rappel daté et portant les mentions indiquées au paragraphe 2 est envoyé

Un intérêt de retard dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit.

Cet intérêt est calculé par mois civil sur la somme due à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance

Le fonctionnaire délégué peut accorder aux conditions qu'il détermine l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. A défaut de paiement de la taxe fixée au § 3 malgré rappel, les dispositions du décret du 06 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes concernant le recouvrement sont d'application.

## III. — Réduction de taxes pour les véhicules plus respectueux de l'environnement et les véhicules favorisant l'intégration des personnes handicapées

**Art. 6.** Les taxes visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont réduites de 30 % en faveur des véhicules :

- qui sont aptes à utiliser 15 % de biocarburant tel qu'il est défini dans la Directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports;
- qui émettent moins de 115 grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre;
- qui sont adaptés pour le transport de personnes voiturées.

**Art. 7.** Toute demande de réduction de taxe pour l'un des cas mentionnés à l'article 6 doit contenir les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'exploitant au sens de l'article 37, 1° de l'arrêté;
- 2° le nombre de véhicules pour lesquels la réduction est sollicitée;
- 3° pour chaque véhicule, une copie du certificat de conformité ou du procès verbal d'agrément attestant que le véhicule est agréé conformément à l'une des conditions reprises à l'article 36, alinéa 2 et 3, du décret ou la preuve que le véhicule est adapté pour accueillir des personnes voiturées, notamment en disposant d'un système d'encrage.
- 4° l'acte d'autorisation et l'attestation y annexée délivrés soit par le Collège, soit par les services du Gouvernement, selon le service exploité.

**Art. 8.** La demande de réduction datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale et accompagnée de ses annexes est adressée, selon le service exploité, soit au Collège, soit aux services du Gouvernement, par toute voie utile.

La demande de réduction doit être introduite dans les quinze jours de la réception de l'avertissement extrait de rôle.

L'autorité compétente vérifie que la demande est complète et dans l'affirmative, adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

**Art. 9.** L'autorité compétente communique sa décision dans un délai d'un mois à dater de l'accusé de réception.

#### IV. — Prime à l'acquisition de véhicules hybrides

**Art. 10.** Conformément à l'article 36, alinéa 2, du décret, une prime peut être octroyée à un exploitant, dans les limites de crédits budgétaires disponibles, en cas d'acquisition de véhicules hybrides affectés aux services de taxis, de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs.

**Art. 11.** Le montant de cette prime est fixé à 3.500 euros.

**Art. 12.** Toute demande d'une prime visée à l'article 10 doit contenir les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur au sens de l'article 37, 1°, de l'arrêté;
- 2° Le nombre de véhicules hybrides pour lesquels la prime est sollicitée;
- 3° les documents attestant l'acquisition du véhicule hybride.
- 4° l'acte d'autorisation d'exploiter et l'attestation y annexée, délivrés selon le service soit par le Collège, soit par les services du Gouvernement, mentionnant le véhicule hybride

**Art. 13.** La demande d'obtention d'une prime datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale et accompagnée de ses annexes est adressée aux services du Gouvernement, par toute voie utile.

Ceux-ci vérifient que la demande est complète et dans l'affirmative, adressent un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

**Art. 14.** Les services du Gouvernement procèdent au paiement dans les trois mois de l'accusé de réception, dans les limites de crédits budgétaires disponibles.

#### V. — Dispositions finales

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2009 — 3138

[C — 2009/27166]

### 3. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erhebung von Gebühren und die Gewährung einer Prämie im Bereich des Betriebs von Taxidiensten, der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer und Sammeltaxis

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

Aufgrund des am 29. Mai 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 31. März 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 30. April 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

#### I — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1 -** Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Dekret": das Dekret vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- 2° "Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- 3° "Region": die Wallonische Region;
- 4° "Dienststellen der Regierung": die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, zu deren Zuständigkeitsbereich der Transport von Personen gehört;
- 5° "Kollegium": das Gemeindegremium der Gemeinde, wo der Betreiber seinen Taxidienst betreibt;

- 6° "Betreiber": jede natürliche oder juristische Person, die einen Taxidienst, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrern tätigen Dienst oder einen Sammeltaxidienst im Sinne von Artikel 1 des Dekrets betreibt.

## II — Erhebung der Gebühren

**Art. 2** - Die Gemeinde kann eine jährliche Gebühr in Höhe von höchstens 600 Euro für jedes Fahrzeug erheben, das durch ihr Kollegium im Rahmen des Betriebs eines Taxidienstes unter Einhaltung der in Artikel 16 des Dekrets festgesetzten Bedingungen genehmigt wird.

**Art. 3** - § 1. Die Dienststellen der Regierung erheben eine jährliche Gebühr für jedes Fahrzeug, das durch die Regierung im Rahmen des Betriebs eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes oder eines Sammeltaxidienstes unter Einhaltung der in Artikel 28 des Dekrets festgesetzten Bedingungen genehmigt wird.

§ 2. Der jährliche Betrag der Gebühr wird auf 250 Euro für jedes genehmigte Fahrzeug festgesetzt.

**Art. 4** - § 1. Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnte Gebühr wird mittels Heberolle erhoben.

§ 2. Die Heberollen werden von dem zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten für vollstreckbar erklärt.

Im Steuerbescheid der Heberolle sind folgende Elemente angeführt:

- 1° der Name und die Anschrift der Dienststelle;
- 2° der Name, die Vornamen und die Anschrift des Gebührenpflichtigen;
- 3° ein Hinweis auf den vorliegenden Erlass;
- 4° der geschuldete Betrag;
- 5° der Besteuerungszeitraum, für den die Gebühr geschuldet ist;
- 6° die Bezeichnung des Fahrzeugs;
- 7° die Bankkontonummer, auf die die Gebühr zu überweisen ist;
8. das äußerste Datum für die Zahlung.

Der Steuerbescheid wird dem Gebührenpflichtigen jährlich innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Vollstreckbarkeitserklärung oder beim ersten Male bei der Ausstellung der Genehmigung zugestellt.

§ 3. Die Gebühr muss mindestens innerhalb von zwei Monaten nach der Zusendung des Steuerbescheids der Heberolle gezahlt werden.

Für diese Zahlung muss der Gebührenpflichtige die Zahlungsformulare verwenden, die er von den Dienststellen der Regierung bekommt, oder falls er sie nicht verwendet, die strukturierte Mitteilung, die ihm von der Dienststelle mitgeteilt worden ist, angeben.

§ 4. Bei Nichtzahlung innerhalb der in § 3 festgesetzten Frist wird eine datierte Mahnung, die die in § 2 erwähnten Angaben enthält, zugeschickt.

Ein Verzugszins, dessen Satz dem gesetzlichen Zinssatz entspricht, ist von Rechts wegen eintreibbar.

Dieser Zins wird pro Kalendermonat für den Betrag, der ab dem ersten Tag des auf den Monat des Fälligkeitsdatums folgenden Monats geschuldet ist, gerechnet.

Der beauftragte Beamte kann die Befreiung der gesamten Verzugszinsen oder eines Teils davon unter von ihm bestimmten Bedingungen gewähren.

**Art. 5** - § 1. Wird die in § 3 festgesetzte Gebühr trotz der Mahnung nicht gezahlt, so sind die Bestimmungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben in Bezug auf die Beitreibung anwendbar.

## III — Verringerung der Gebühren für die umweltfreundlicheren Fahrzeuge und die Fahrzeuge, die die Integration der behinderten Personen fördern

**Art. 6** - Die in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gebühren werden zugunsten der Fahrzeuge verringert, die

- mit 15% Biokraftstoff, so wie in der Richtlinie 2003/20/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Mai 2003 zur Verwendung von Biokraftstoffen oder anderen erneuerbaren Kraftstoffen im Verkehrssektor bestimmt, betrieben werden können;
- die weniger als 115 Gramm CO<sub>2</sub> pro Kilometer ausstoßen;
- für den Transport von im Rollstuhl sitzenden Personen angepasst sind.

**Art. 7** - Jeder Antrag auf die Verringerung der Gebühr aus einem der in Artikel 6 erwähnten Gründe muss die folgenden Angaben und Anlagen enthalten:

- 1° die vollständige Identität des Betreibers im Sinne von Artikel 37, 1° des Erlasses;
- 2° die Anzahl der Fahrzeuge, für welche die Verringerung beantragt wird;
- 3° für jedes Fahrzeug eine Kopie der Konformitätsbescheinigung oder des Typgenehmigungsprotokolls, durch die / das bescheinigt wird, dass das Fahrzeug gemäß einer der in Artikel 36, Absätze 2 und 3 des Dekrets erwähnten Bedingungen zugelassen ist, oder der Beweis, dass das Fahrzeug angepasst ist, um im Rollstuhl sitzende Personen zu befördern, u.a. durch die Anwesenheit von Befestigungssystemen;
- 4° die Genehmigungsurkunde und die ihr beigefügten Bescheinigung, die entweder durch das Kollegium oder durch die Dienststellen der Regierung je nach dem betriebenen Dienst ausgestellt werden.

**Art. 8** - Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Antrag auf Verringerung wird zusammen mit seinen Anlagen je nach dem betriebenen Dienst entweder dem Kollegium oder den Dienststellen der Regierung auf jede zweckmäßige Weise zugeschickt.

Der Antrag auf Verringerung muss innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Steuerbescheids der Heberolle eingereicht werden.

Die zuständige Behörde prüft, ob der Antrag vollständig ist, und, falls es so ist, schickt sie dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung auf jede zweckmäßige Weise.

**Art. 9** - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab der Empfangsbestätigung teilt die zuständige Behörde ihren Beschluss mit.

#### IV — Prämie für den Erwerb eines Hybridfahrzeugs

**Art. 10** - Gemäß Artikel 36, Absatz 2 des Dekrets kann einem Betreiber eine Prämie in den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt werden, wenn er Hybridfahrzeuge kauft, die für Taxidienste, im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätige Dienste oder Sammeltaxidienste eingesetzt werden.

**Art. 11** - Der Betrag dieser Prämie ist auf 3.500 Euro festgesetzt.

**Art. 12** - Jeder Antrag auf eine in Artikel 10 erwähnte Prämie muss folgende Angaben und Anlagen enthalten:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers im Sinne von Artikel 37, 1° des Erlasses;
- 2° die Anzahl der Hybridfahrzeuge, für die die Prämie beantragt wird;
- 3° die Dokumente, die den Erwerb des Hybridfahrzeugs belegen;
- 4° die Urkunde der Betriebsgenehmigung und die ihr beigefügte Bescheinigung, die je nach dem Dienst entweder durch das Kollegium oder durch die Dienststellen der Regierung ausgestellt werden und in denen das Hybridfahrzeug erwähnt wird.

**Art. 13** - Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Antrag auf Gewährung einer Prämie wird zusammen mit seinen Anlagen den Dienststellen der Regierung auf jede zweckmäßige Weise zugeschickt.

Diese prüfen, ob der Antrag vollständig ist, und, falls es so ist, schicken sie dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung auf jede zweckmäßige Weise.

**Art. 14** - Die Dienststellen der Regierung nehmen die Zahlung in den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel innerhalb von drei Monaten nach der Empfangsbestätigung vor.

#### V. — Schlussbestimmungen

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 16** - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3138

[C - 2009/27166]

**3 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het heffen van belastingen en de toekenning van een premie inzake de uitbating van taxidiensten, het verhuren van voertuigen met chauffeur en collectieve taxidiensten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 mei 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 31 maart 2009;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen gericht aan de Raad van State op 30 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is uitgebracht binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

#### I. — Begripsomschrijving

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

2° « besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur;

3° « Gewest » : het Waalse Gewest;

4° « diensten van de Regering » : de directie van de Waalse Overheidsdienst die voor personenvervoer bevoegd is;

5° « College » : het gemeentecollege van de gemeente waar de uitbater zijn taxidienst uitbaat;

- 6° « uitbater » : elke natuurlijke of rechtspersoon die een taxidienst, een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of een collectieve taxidienst in de zin van artikel 1 van het decreet uitbaat.

## II. — Inning van belastingen

**Art. 2.** De gemeente mag een jaarlijkse belasting van een van maximum 600 euro innen voor elk voertuig vergund door haar College in het kader van een uitbating van een taxidienst onder de voorwaarden bedoeld in artikel 16 van het decreet.

**Art. 3.** § 1. De diensten van de Regering innen een jaarlijkse belasting voor elk voertuig vergund door de Regering in het kader van een uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of een collectieve taxidienst onder de voorwaarden bedoeld in artikel 28 van het decreet.

§ 2. Het jaarlijks bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 250 euro per vergund voertuig.

**Art. 4.** § 1. De in artikel 3 van dit besluit bedoelde belasting wordt geïnd door middel van kohieren.

§ 2. De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar die daartoe door de Regering aangewezen wordt.

Het aanslagbiljet bevat de volgende gegevens :

- 1° de gegevens van de dienst;
- 2° de naam, de voornamen en het adres van de belastingplichtige;
- 3° een verwijzing naar dit besluit;
- 4° het verschuldigde bedrag;
- 5° de belastbare periode waarvoor het bedrag verschuldigd is;
- 6° de aanwijzing van het voertuig;
- 7° het bankrekeningnummer waarop de belasting moet worden gestort;
- 8° de uiterste betaaldatum.

Het aanslagbiljet wordt ter kennis van de belastingplichtige gebracht binnen 3 maanden, te rekenen van de uitvoeringsdatum, of voor de eerste keer, bij het afleveren van de vergunning.

§ 3. De belasting dient te worden betaald binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Voor die betaling dient de belastingplichtige gebruik te maken van de overschrijvingsformulieren die hem door de diensten van de Regering worden verschaft of, indien geen gebruik van de formulieren wordt gemaakt, de gestructureerde mededeling te vermelden waarvan hem kennis is gegeven door de dienst.

§ 4. Bij niet-betaling binnen de in § 3 voorgeschreven termijn wordt een gedateerde herinneringsbrief gestuurd waarin gewag wordt gemaakt van de gegevens bedoeld in § 2.

Een nalatighedsinterest waarvan de voet gelijk is aan de wettelijke rentevoet is van rechtswege verschuldigd.

Die interest wordt per kalendermaand berekend op de nog verschuldigde som vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand van de vervaldag.

De gemachtigde ambtenaar kan onder de voorwaarden die hij zelf bepaalt gedeeltelijke of gehele vrijstelling van nalatighedsinteressen verlenen.

**Art. 5.** § 1. Bij indien de in § 3 bedoelde belasting na herinnering niet betaald wordt, zijn de bepalingen van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen van toepassing.

## III. — Belastingvermindering voor milieuvriendelijkere voertuigen en voor voertuigen die de integratie van gehandicapte personen bevorderen

**Art. 6.** De belastingen bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit worden verminderd met 30 % voor de voertuigen :

- die 15 % biobrandstoffen kunnen gebruiken zoals omschreven in Richtlijn 2003/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 mei 2003 ter bevordering van het gebruik van biobrandstoffen of andere hernieuwbare brandstoffen in het vervoer;
- die minder dan 115 gram CO<sub>2</sub> per kilometer uitstoten;
- die geschikt zijn voor het vervoer van personen in een rolstoel.

**Art. 7.** Elke aanvraag tot belastingvermindering in één van de gevallen bedoeld in artikel 6 bevat de volgende gegevens en bijlagen :

- 1° de volledige identiteit van de uitbater in de zin van artikel 37, 1°, van het besluit;
- 2° het aantal voertuigen waarvoor de vermindering wordt gevraagd;
- 3° voor elk voertuig, een afschrift van het conformiteitsattest of van het proces-verbaal van goedkeuring waaruit blijkt dat het erkend is onder één van de voorwaarden bedoeld in artikel 36, tweede en derde lid, van het decreet, of het bewijs dat het geschikt is voor personen in een rolstoel, met name dankzij een verankeringsstelsel;
- 4° de vergunningsakte en het daarbij gevoegde bewijs, afgegeven ofwel door de College, ofwel door de diensten van de Regering, al naar gelang van de uitgebatedienst.

**Art. 8.** De aanvraag tot vermindering, gedagtekend en ondertekend door de uitbater, of door een persoon belast met het dagelijks bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel ofwel aan het College, ofwel aan de diensten van de Regering gericht, al naar gelang van de uitgebatedienst.

De aanvraag tot vermindering wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van het aanslagbiljet.

De bevoegde overheid gaat na of de aanvraag volledig is en, zo ja, richt door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

**Art. 9.** De bevoegde overheid deelt haar beslissing mee binnen een termijn van een maand, die ingaat op de datum van het een bericht van ontvangst.

IV. — Premie voor de aankoop van hybride voertuigen

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 36, tweede lid, van het decreet, kan binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een premie aan een uitbater verleend worden bij de aankoop van hybride voertuigen bestemd voor taxidiensten, voor diensten van verhuur van wagens met chauffeur of voor collectieve taxidiensten.

**Art. 11.** Het bedrag van die premie is vastgelegd op 3.500 euro.

**Art. 12.** Elke aanvraag van een premie bedoeld in artikel 10 bevat de volgende gegevens en bijlagen :

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager in de zin van artikel 37, 1°, van het besluit;
- 2° het aantal hybride voertuigen waarvoor de premie wordt aangevraagd;
- 3° de stukken op grond waarvan de aankoop van hybride voertuigen kan worden bewezen;
- 4° de vergunningsakte voor de uitbating en het bijgevoegde bewijs, al naar gelang van de dienst afgegeven ofwel door het College ofwel door de diensten van de Regering, met vermelding van het hybride voertuig.

**Art. 13.** De premieaanvraag, gedagtekend en ondertekend door de uitbater, of door een persoon belast met het dagelijks bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan de diensten van de Regering gericht.

Deze diensten gaan na of de aanvraag volledig is en, zo ja, richten door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

**Art. 14.** De diensten van de Regering voeren de betaling uit binnen drie maanden, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst, met inachtneming van de beschikbare begrotingskredieten.

V. — Slotbepalingen

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE